



Mission régionale d'autorité environnementale

OCCITANIE

**Décision de dispense à évaluation environnementale
après examen au cas par cas,
en application de l'article R.104-28 du code de l'urbanisme,
sur la révision du plan local d'urbanisme (PLU) de
Laroque-des-Albères (66)**

N° saisine 2018-6271

n°MRAe 2018DKO121

La mission régionale d'Autorité environnementale du Conseil général de l'environnement et du développement durable (MRAe), en tant qu'autorité administrative compétente en matière d'environnement en application du décret n°2016-519 du 28 avril 2016 ;

Vu la directive 2001/42/CE du 27 juin 2001 du Parlement européen relative à l'évaluation des incidences de certains plans et programmes sur l'environnement, notamment son annexe II ;

Vu le code de l'urbanisme, notamment ses articles R.104-8, R.104-16, R.104-21 et R.104-28 à R.104-33 ;

Vu le décret n°2016-519 du 28 avril 2016 portant réforme de l'autorité environnementale ;

Vu les arrêtés ministériels du 12 mai 2016 et du 19 décembre 2016 ;

Vu la convention signée entre le président de la MRAe et le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de la région Languedoc-Roussillon-Midi-Pyrénées ;

Vu l'arrêté ministériel du 15 décembre 2017, portant nomination de Philippe Guillard comme président de la MRAe Occitanie ;

Vu la délibération du 18 janvier 2018, portant délégation à Philippe Guillard, président de la MRAe, et Bernard Abrial, membre de la MRAe, pour prendre les décisions faisant suite à une demande d'examen au cas par cas ;

Vu la demande d'examen au cas par cas relative au dossier suivant :

- n°2018-6271 ;
- révision du plan local d'urbanisme (PLU) de Laroque-des-Albères (66), déposée par la commune ;
- reçue le 2 mai 2018 et considérée complète le 2 mai 2018 ;

Vu la consultation de l'agence régionale de santé en date du 15 mai 2018 ;

Considérant que la commune de Laroque-des-Albères (2 115 habitants en 2015 – Source INSEE) révisé son PLU en vue notamment de maîtriser et organiser le développement urbain ; de créer les équipements correspondant aux besoins et améliorer les déplacements ; soutenir et dynamiser l'économie locale ; préserver et développer la qualité du cadre de vie ;

Considérant que le projet de PLU prévoit :

- d'accueillir environ 450 à 500 habitants supplémentaires et de réaliser environ 230 logements à l'horizon 2030 ;
- de consommer 7 hectares en extension de l'urbanisation pour la construction de logements et d'équipements publics ;

Considérant la localisation des zones de développement de l'urbanisation, en dehors des zones répertoriées à enjeux écologiques, agricoles ou paysagers ;

Considérant que la commune a classé la quasi-totalité de ses terres agricoles en périmètre de protection et de mise en valeur des espaces agricoles et naturels périurbains (PAEN) ;

Considérant que les incidences potentielles du plan sur l'environnement sont réduites par :

- l'urbanisation préférentielle dans le tissu urbain et l'ouverture de deux zones à urbaniser (AU) en continuité de l'urbanisation existante ;
- le reclassement de 8 hectares de zones à urbaniser en zones agricoles et naturelles ;
- l'évitement des zones à forts enjeux en matière de risque inondation ;

Considérant que le PLU n'est pas susceptible d'avoir des incidences négatives notables sur Natura 2000 ;

Considérant qu'au regard de l'ensemble de ces éléments, le projet de révision du PLU de Laroque-des-Albères n'est pas susceptible d'avoir des incidences négatives notables sur l'environnement ;

Décide

Article 1^{er}

Le projet de PLU de Laroque-des-Albères (66), objet de la demande n°2018-6271, n'est pas soumis à évaluation environnementale.

Article 2

La présente décision sera publiée sur le site internet de la mission régionale d'autorité environnementale Occitanie (MRAe) : www.mrae.developpement-durable.gouv.fr et sur le site internet de la DREAL Occitanie ou Système d'information du développement durable et de l'environnement (SIDE) : <http://www.side.developpement-durable.gouv.fr>.

Fait à Marseille, le 15 juin 2018

Le président de la mission régionale
d'autorité environnementale,
Philippe Guillard



Voies et délais de recours contre une décision imposant la réalisation d'une évaluation environnementale

Recours administratif préalable obligatoire, sous peine d'irrecevabilité du recours contentieux : (Formé dans le délai de deux mois suivant la mise en ligne de la décision)

Le président de la MRAe Occitanie
DREAL Occitanie
Direction énergie connaissance - Département Autorité environnementale
1 rue de la Cité administrative Bât G
CS 80002 - 31074 Toulouse Cedex 9

Recours hiérarchique : (Formé dans le délai de deux mois, ce recours a pour effet de suspendre le délai du recours contentieux)

Monsieur le Ministre de la Transition écologique et solidaire
Tour Séquoia
92055 La Défense Cedex

Recours contentieux : (Formé dans le délai de deux mois à compter de la notification/publication de la décision ou bien de deux mois à compter du rejet du recours gracieux ou hiérarchique)

Tribunal administratif de Montpellier
6 rue Pitot
34000 Montpellier

Conformément à l'avis du Conseil d'État n°395916 du 06 avril 2016, une décision de dispense d'évaluation environnementale d'un plan, schéma, programme ou autre document de planification n'est pas un acte faisant grief susceptible d'être déféré au juge de l'excès de pouvoir. Elle peut en revanche être contestée à l'occasion de l'exercice d'un recours contre la décision approuvant le plan, schéma, programme ou autre document de planification.